



# Conseil économique et social

Distr. générale  
16 janvier 2020  
Français  
Original : anglais

## Commission de la population et du développement

### Cinquante-troisième session

30 mars-3 avril 2020

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat général : population, sécurité alimentaire,  
nutrition et développement durable**

## **Programmes et interventions pour l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement dans le cadre des délibérations sur la population, la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport a pour objet d'éclairer les délibérations de la Commission sur la population, la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable. Plus d'un demi-siècle de recherches en nutrition ont permis de mettre en évidence les besoins humains pour une nutrition optimale et de cerner les interventions nécessaires pour garantir à tous l'accès à une alimentation saine et pour réaliser les objectifs de développement durable. Au rang des investissements les plus efficaces figurent la nutrition pour la dyade mère-enfant, la promotion de l'allaitement maternel, l'enrichissement des aliments, les mesures fiscales et réglementaires et la distribution de repas en milieu scolaire, entre autres. L'intégration de la nutrition dans la couverture sanitaire universelle offre la possibilité d'élargir considérablement la couverture nutritionnelle et d'améliorer les résultats sanitaires. Pour mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris à la faim insoupçonnée liée aux carences alimentaires, les pays doivent s'engager à investir à grande échelle.

Dans le même temps, la progression de l'épidémie d'obésité et de surpoids exige une action urgente de la part de nombreuses parties prenantes. L'insécurité alimentaire légère ou intermittente semble accroître l'obésité et le surpoids, ce qui aggrave les risques pour la santé des populations les plus vulnérables. Il faut prendre des mesures de toute urgence pour augmenter considérablement en proportion la consommation de boissons et d'aliments sains ; certains éléments laissent à penser que les campagnes

\* E/CN.9/2020/1.



médiatiques, l'amélioration des programmes de distribution de nourriture, l'adoption de mesures fiscales ou l'imposition de restrictions sur la publicité pour les aliments et les boissons méritent d'être davantage pris en considération.

Les principaux défis de la sécurité alimentaire sont la production et la distribution durables ainsi que la protection des populations rendues vulnérables par les conflits, les crises humanitaires et les chocs climatiques ou économiques. Si la production alimentaire a considérablement augmenté au cours des 50 dernières années, c'est au prix de la dégradation des terres, de la perte de biodiversité et de l'augmentation de la pollution, en particulier là où l'utilisation des pesticides et des engrais n'était pas réglementée. Les dernières recommandations de l'Organisation des Nations Unies sur l'utilisation des biocides devraient être largement adoptées et les pratiques agricoles durables devraient être promues afin de renforcer la résilience à long terme de l'agriculture pour les populations futures.

## I. Introduction

1. Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement a consacré une vision du développement intégré reposant sur les principes de non-discrimination et d'égalité, le rôle central joué par la santé, l'éducation et l'autonomisation des femmes dans le développement durable et la nécessité collective d'assurer la durabilité environnementale. Ces idéaux sous-tendent le Programme 2030, les objectifs de développement durable correspondants et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

2. L'alimentation et la nutrition sont les fondements du développement humain, comme en témoignent les programmes de développement régionaux et mondiaux, les mandats de nombreuses entités des Nations Unies et la mise en place d'instances des Nations Unies consacrées spécialement à la sécurité alimentaire<sup>1</sup>. Selon le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, « il faudrait entreprendre de renforcer les politiques et programmes alimentaires, nutritionnels et agricoles ainsi que les relations commerciales équitables et s'attacher en particulier à réaliser et à renforcer la sécurité alimentaire à tous les niveaux ». En ce qui concerne les objectifs de développement durable, l'alimentation est un fil conducteur entre les dimensions économiques, sociales et environnementales des 17 objectifs. L'ONU a d'ailleurs approuvé le cadre d'action adopté par 164 États Membres lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition<sup>2</sup> et proclamé la décennie 2016-2025 Décennie d'action pour la nutrition.

3. Le coût économique de la malnutrition est vertigineux, puisqu'il est estimé à 3 500 milliards de dollars par an, le surpoids et l'obésité coûtant à eux seuls 500 milliards de dollars par an. Ces coûts sont liés à l'augmentation des frais de santé, les difficultés d'apprentissage, les mauvais résultats scolaires et la baisse de la productivité du travail. Au niveau individuel, une diminution d'un pourcent de la taille adulte imputable à un retard de croissance pendant l'enfance (marqueur de l'état nutritionnel) est associée à une perte de revenus de 2,4 %<sup>3</sup>.

4. La réalisation des objectifs de développement durable consistant à éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire (Objectif 2), permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous (Objectif 3), éliminer la pauvreté (Objectif 1), conserver et exploiter de manière durable les ressources marines et terrestres (Objectifs 14 et 15) et atténuer l'impact des changements climatiques (Objectif 13) demeure un défi colossal alors que l'on estime que 822 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées<sup>4</sup>, que près de 2 milliards d'adultes sont obèses ou en surpoids<sup>5</sup> et qu'environ 650 millions de personnes vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. L'alimentation produite aujourd'hui suffirait à nourrir correctement l'ensemble de la population mondiale et l'on dispose de connaissances empiriques solides sur les conditions nécessaires à une nutrition optimale. Pourtant, le poids de la malnutrition – sous-nutrition, faim insoupçonnée, surcharge pondérale, obésité et maladies non transmissibles liées au régime alimentaire – reste l'une des principales

<sup>1</sup> Notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

<sup>2</sup> FAO et Organisation mondiale de la Santé, « Deuxième Conférence internationale sur la nutrition : s'engager en faveur d'un futur libéré de la malnutrition », 2014. Disponible à l'adresse : [www.fao.org/3/a-i4465f.pdf](http://www.fao.org/3/a-i4465f.pdf).

<sup>3</sup> Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition, note technique n° 3, « The cost of malnutrition: why policy action is urgent » (Londres, 2016).

<sup>4</sup> FAO et consorts, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019 : Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques* (Rome, 2019).

<sup>5</sup> Voir [www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight](http://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight).

causes de décès et d'invalidité dans le monde et continue de menacer la survie, la croissance et le développement des enfants, des jeunes, des économies et des nations.

5. La sécurité alimentaire, la nutrition et les changements climatiques sont inextricablement liés. La nutrition et la sécurité alimentaire de tous nécessiteront des politiques coordonnées et fondées sur des données probantes afin d'assurer les quatre piliers de la sécurité alimentaire (c'est-à-dire la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité), ainsi que des mesures plus énergiques pour lutter contre les changements climatiques. L'innovation technologique peut certes jouer un rôle précieux, mais une volonté politique coordonnée n'en est pas moins essentielle.

6. Dans le cadre de la cinquante-troisième session de la Commission de la population et du développement, le présent rapport met en évidence les interventions mondiales et régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ainsi que les domaines où les besoins de recherche sont plus importants. Il doit être considéré comme un complément au rapport du Secrétaire général (E/CN.9/2020/2).

## II. Nutrition, population et développement durable

### A. Conséquences de la dénutrition sur la croissance, la santé et le développement

7. Dans le monde d'aujourd'hui, la faim résulte non pas de la pénurie, mais de la pauvreté et des inégalités. Pourtant, les régimes alimentaires qui ne sont pas suffisamment nutritifs sont l'un des principaux facteurs de mortalité dans le monde, car la malnutrition augmente à la fois le risque de maladies infectieuses et de maladies non transmissibles<sup>6</sup>. Les régimes alimentaires inadaptés sont responsables de plus de décès que tout autre risque comportemental, environnemental ou professionnel dans le monde, y compris le tabagisme. La malnutrition prend de multiples formes : la dénutrition, se présentant comme retard de croissance ou émaciation, le surpoids et l'obésité, la faim insoupçonnée ou les carences en oligoéléments. Dans le monde, au moins un enfant de moins de 5 ans sur trois (près de 200 millions) est sous-alimenté ou présente une insuffisance pondérale avec retard de croissance et un sur deux (environ 340 millions) souffre de faim insoupçonnée due à des carences en vitamines et autres nutriments essentiels. Plus de 9 enfants sur 10 souffrant d'un retard de croissance et plus de 9 enfants sur 10 souffrant de cachexie vivent en Afrique et en Asie.

8. Les taux de surcharge pondérale et d'obésité ont fortement augmenté dans le monde entier, le nombre d'enfants et d'adolescents obèses ayant été multiplié par 10 entre 1975 et 2016<sup>7</sup>. La prévalence de l'obésité chez l'adulte a presque triplé au cours de la même période : environ 2 milliards d'adultes sont en surpoids ou obèses ; ce phénomène contribue à 4 millions de décès par an et à la perte de 120 millions d'années de vie en bonne santé dans le monde<sup>8</sup>.

9. Les plus pauvres sont les premières victimes de toutes les formes de malnutrition. L'inégalité de genre et d'autres formes de discrimination ont également une incidence sur la sécurité alimentaire individuelle et la qualité des nutriments. Le

<sup>6</sup> Global Burden of Disease 2017 Diet Collaborators, « Health effects of dietary risks in 195 countries, 1990–2017: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2017 », *The Lancet*, vol. 393, n° 10184 (mai 2019).

<sup>7</sup> OMS, Nouvelles estimations mondiales sur l'obésité chez les enfants et les adolescents publiées à l'occasion de la Journée mondiale de l'obésité, 10 octobre 2017.

<sup>8</sup> Global Burden of Disease 2015 Obesity Collaborators, « Health effects of overweight and obesity in 195 countries over 25 years », *New England Journal of Medicine*, vol. 377 (2017).

vieillesse de la population pose aussi de nouveaux défis pour l'accès à une nutrition optimale tout au long de la vie.

10. De multiples formes de malnutrition peuvent coexister dans un même pays, au sein d'une même famille, voire chez un même individu. Un indice de masse corporelle (IMC) normal, par exemple, ne protège pas contre des carences en oligoéléments ou des affections telles que l'anémie, qui peuvent être liées à un mauvais régime alimentaire. À l'échelle mondiale, le nœud du problème de la malnutrition n'est plus tant la dénutrition que la question plus complexe de la mauvaise nutrition et notamment de l'alimentation malsaine.

11. Les micronutriments sont indispensables à une croissance et un développement sains. La prise de conscience de leur importance a permis de prendre des mesures qui ont sauvé des vies. Ainsi, comme il a été prouvé que la supplémentation en vitamine A réduisait nettement la mortalité toutes causes confondues chez les enfants, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a recommandé de fournir de la vitamine A à tous les nourrissons et enfants âgés de 6 à 59 mois qui en sont carencés. Les carences en oligoéléments peuvent également être traitées par l'enrichissement des aliments, qui consiste à ajouter des micronutriments aux aliments de base. À ce jour, 140 pays ont rendu obligatoire l'iodation du sel, 86 pays ont rendu obligatoire l'enrichissement d'au moins une farine de céréales et 49 pays ont rendu obligatoire l'enrichissement des huiles alimentaires.

## **B. Un bon départ pour tous : nutrition universelle pendant la grossesse et l'enfance**

12. Il existe des corrélations saisissantes entre nutrition, sécurité alimentaire et santé procréative. La dénutrition pendant la grossesse augmente les risques d'obstruction du travail, d'accouchement prématuré, d'insuffisance pondérale à la naissance et d'hémorragie post-partum. Près de 15 % des bébés nés en 2015 présentaient une insuffisance pondérale à la naissance, ce qui augmente le risque de décès au cours du premier mois de vie ; ceux qui survivent en subissent les conséquences tout au long de leur vie, notamment un risque plus élevé de retard de croissance, des risques de troubles du développement cognitif et des risques de pathologies se déclarant à l'âge adulte comme l'obésité et le diabète<sup>9</sup>. La dénutrition chronique retarde la maturation et prolonge la période de croissance des adolescentes et des adolescents, qui coïncide avec les premières grossesses dans les endroits où perdurent les mariages et les grossesses précoces. Une grossesse précoce chez une jeune femme sous-alimentée entraîne des conséquences négatives sur la propre croissance de la jeune mère, tandis que des grossesses rapprochées aggravent le risque d'issue malheureuse.

13. Le développement du fœtus augmente les besoins en micronutriments et le risque de carences qui affectent la santé et la mortalité maternelle et néonatale. En 2016, une femme en âge de procréer (15-49 ans) sur trois souffrait d'anémie, ce qui augmente le risque d'hémorragie, première cause de mortalité maternelle (23 % du total des décès). La prévalence de l'anémie en Afrique et en Asie est plus de deux fois supérieure à celle de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Dans les régions où les taux de transmission du paludisme sont modérés ou élevés, le risque d'anémie maternelle est beaucoup plus élevé, ce qui aggrave le risque de retard staturo-pondéral du fœtus, de faible poids à la naissance et de faible poids pour l'âge. Les mariages d'enfants et les grossesses précoces entraînent des risques supplémentaires : la densité parasitaire du paludisme est plus élevée lors d'une première grossesse et plus la mère est jeune,

<sup>9</sup> Voir <https://data.unicef.org/topic/nutrition/low-birthweight/>.

moins son état nutritionnel est approprié à une grossesse. Dans les régions où le paludisme est endémique, la supplémentation en fer des femmes enceintes et le traitement curatif présomptif du paludisme, suivi d'un traitement préventif, sont une stratégie efficace ; lorsqu'elle est mise en œuvre dans le cadre du suivi prénatal ordinaire, elle permet une réduction considérable de l'anémie maternelle, une augmentation du poids des bébés à la naissance et une diminution des retards de croissance. La prévalence mondiale de l'anémie maternelle pourrait être réduite de 30 à 50 % grâce à des programmes ciblés à grande échelle<sup>10</sup>.

14. Les pertes d'acquis de développement et les pertes économiques liées à la malnutrition pourraient en grande partie être évitées. Il faudrait investir de manière adéquate dans des interventions qui ont démontré leur efficacité, en particulier pendant la période cruciale des 1 000 jours de la grossesse et des deux premières années de vie. Le fait que les filles, les femmes enceintes et les nourrissons n'aient pas un accès universel à une nutrition optimale peut être imputé à l'insuffisance des financements et des engagements politiques, aux normes et pratiques discriminatoires à l'égard des femmes, notamment les mariages forcés et précoces, et aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale. En 2012, l'Assemblée mondiale de la Santé a approuvé un Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant<sup>11</sup>, soulignant la nécessité d'une approche multisectorielle et multidimensionnelle tout au long de la vie pour alléger le fardeau de la malnutrition dans le monde.

15. Les interventions dans le domaine de la santé et de la nutrition maternelles sont très efficaces et apportent des bénéfices permanents et définitifs. Là où l'insuffisance pondérale est répandue, une supplémentation équilibrée en énergie et en protéines pour les femmes enceintes sous-alimentées favorise la prise de poids pendant la grossesse et diminue le risque d'issue défavorable de la grossesse. La supplémentation prénatale en micronutriments est un moyen simple et peu coûteux de réduire le risque de retard de croissance, d'insuffisance pondérale à la naissance et de petite taille pour l'âge gestationnel<sup>12</sup>. La préparation de supplémentation à micronutriments multiples de l'UNICEF contient 14 micronutriments à des niveaux appropriés pour un apport quotidien pendant la grossesse.

16. Après la naissance, la nutrition maternelle est tout aussi essentielle, puisque la nutrition de l'enfant est conditionnée par l'allaitement, qui présente de nombreux avantages pour l'immunité, le développement du cerveau et du microbiome, et pour la réduction du risque de maladies non transmissibles tout au long de la vie. Les enfants allaités au sein obtiennent de meilleurs résultats aux tests d'intelligence, sont moins susceptibles de souffrir de surpoids ou d'obésité et sont moins sujets au diabète. Quant aux femmes qui allaitent, elles présentent également un risque réduit de cancer du sein et des ovaires, de surcharge pondérale et d'obésité, de diabète de type 2 et d'hypertension<sup>13</sup>. Au niveau mondial, près de trois nourrissons sur cinq ne sont pas exclusivement nourris au sein pendant les six mois recommandés<sup>14</sup>. Les mères adolescentes font face à des défis particuliers concernant l'allaitement, ayant moins

<sup>10</sup> Tina G. Sanghvi, Philip W. J. Harvey et Emily Wainwright, « Maternal iron-folic acid supplementation programmes: evidence of impact and implementation », *Food and Nutrition Bulletin*, vol. 31, n° 2 (juin 2010).

<sup>11</sup> OMS, document publié sous la cote WHO/NMH/NHD/14.1. **Error! Hyperlink reference not valid.**

<sup>12</sup> Emily C. Keats et consorts, « Multiple-micronutrient supplementation for women during pregnancy », *Cochrane Database of Systematic Reviews*, vol. 3, n° CD004905 (2019).

<sup>13</sup> Ranadip Chowdhury et consorts, « Breastfeeding and maternal health outcomes: a systematic review and meta-analysis », *Acta Paediatrica*, vol. 104, n° S4647 (décembre 2015).

<sup>14</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *La situation des enfants dans le monde 2019*. « Enfants, nourriture et nutrition : Bien grandir dans un monde en mutation » (New York, 2019).

d'expérience dans l'alimentation du nourrisson ; les grossesses non désirées sont corrélées à de moins bonnes pratiques d'allaitement. Les lois visant à protéger, promouvoir et faciliter l'allaitement maternel sont inadéquates. Seuls 39 pays ont des lois qui reprennent toutes les dispositions du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. La durée du congé de maternité payé favorise l'allaitement maternel, car le retour au travail est associé à une interruption précoce de l'allaitement. Les faits suggèrent que les campagnes médiatiques jouent un rôle important pour augmenter les taux nationaux d'allaitement.

17. Les interventions qui assurent une nutrition adéquate aux enfants âgés de 6 à 24 mois améliorent considérablement les valeurs de z-score du poids et de la taille. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent améliorer de manière mesurable la nutrition et réduire les retards de croissance des enfants d'âge scolaire chez les populations souffrant d'insécurité alimentaire<sup>15</sup>. Les programmes de petits déjeuners dans les écoles, en particulier, apportent des avantages nutritionnels importants<sup>16</sup>, avec des bénéfices fiscaux nets de 206 millions à 3,1 milliards de dollars<sup>17</sup>. Les programmes de protection sociale peuvent promouvoir une alimentation saine et diversifiée. La gestion par la collectivité du traitement de la malnutrition aiguë sévère a amélioré les taux de survie et est très efficace par rapport à son coût. Il s'agit d'aider les familles à traiter cette pathologie à domicile grâce à des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, dont la production locale permet de réduire les coûts. La prise en charge de la malnutrition aiguë sévère figure parmi les 10 interventions nutritionnelles ayant la plus grande incidence sur la réduction de la mortalité juvénile<sup>18</sup>.

18. Les interventions dans le domaine de la nutrition devraient également cibler les personnes âgées, qui peuvent souffrir de malnutrition en raison d'une perte d'appétit, d'une diminution de la capacité du corps à transformer les aliments, de l'isolement social ou de la dépression, d'une discrimination au sein du foyer ou d'une capacité limitée à faire les courses et à préparer la nourriture. Des données en provenance de Finlande montrent que des conseils diététiques peuvent améliorer l'état nutritionnel des personnes âgées vivant en milieu communautaire, même si elles ne consomment pas de compléments alimentaires<sup>19</sup>. Les nouveaux types d'interventions vont de la fourniture directe de repas à l'amélioration de l'absorption des aliments, en passant par la supplémentation et le soutien communautaire.

### C. Augmentation mondiale des régimes alimentaires malsains et nouvelles pathologies

19. La métamorphose des modes de production et de commercialisation de l'alimentation et les changements sociaux plus généraux survenus au cours des 50 dernières années ont modifié les habitudes alimentaires mondiales, qui se

<sup>15</sup> Zohra S. Lassi et consorts, « Impact of education and provision of complementary feeding on growth and morbidity in children less than 2 years of age in developing countries: a systematic review », *BMC Public Health*, vol. 13, n° 3 (septembre 2013).

<sup>16</sup> Philip M. Gleason and Allison Hedley Dodd, « School breakfast program but not school lunch program participation is associated with lower body mass index », *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, vol. 109, n° 2 (février 2009).

<sup>17</sup> Rachel Nugent et consorts, « Economic effects of the double burden of malnutrition », *The Lancet*, Double Burden of Malnutrition Series, vol. 395, n° 10218 (décembre 2019).

<sup>18</sup> Zulfiqar A. Bhutta et consorts, « Evidence-based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost? », *The Lancet*, vol. 382, n° 9890 (août 2013).

<sup>19</sup> Irma Nykänen I. et consorts, « Effects of individual dietary counselling as part of a comprehensive geriatric assessment (CGA) on nutritional status: a population-based intervention study », *Journal of Nutrition, Health and Ageing*, vol. 18, n° 1 (janvier 2014).

caractérisent par une consommation accrue d'aliments riches en énergie, en graisses, en sucres libres et en sel/sodium, et par une consommation insuffisante de fruits, de légumes et de fibres alimentaires. Ces transformations ont entraîné une épidémie mondiale de surcharge pondérale et d'obésité qui contribue aujourd'hui à 4 millions de décès dans le monde<sup>20</sup>.

20. Depuis 1975, la surcharge pondérale et l'obésité ont décuplé chez les enfants et les adolescents, en particulier dans les pays les plus en butte aux maladies transmissibles, maternelles et nutritionnelles ; elles favorisent le diabète de type 2, l'asthme, les troubles du sommeil, les maladies du foie et les conséquences psychologiques d'une faible estime de soi. Le surpoids et l'obésité chez les enfants persistent souvent à l'âge adulte, ce qui entraîne un risque accru de diabète de type 2, de maladies cardiovasculaires et de cancer chez les adultes.

21. La promotion d'un véritable basculement des modes de consommation malsains vers des habitudes alimentaires plus nutritives nécessite l'engagement de multiples secteurs et parties prenantes, dont l'État et les secteurs public et privé. Le cadre réglementaire de l'alimentation scolaire est essentiel pour limiter l'exposition aux aliments riches en calories et pauvres en nutriments et pour garantir l'adoption d'habitudes alimentaires saines dès le plus jeune âge. L'accès à l'eau potable dans les écoles est crucial, car il constitue une alternative saine aux boissons sucrées.

22. Les États peuvent appuyer des programmes visant à promouvoir des comportements alimentaires sains et à décourager les habitudes malsaines. Dans les pays développés, les bons pour l'achat de fruits et légumes ont permis d'en augmenter la consommation. Des taxes sur les boissons sucrées, utilisées pour lutter contre la consommation excessive de ces boissons, ont été mises en place dans 73 pays<sup>21</sup>. L'éducation aux habitudes alimentaires saines est nécessaire, mais n'est pas suffisante, car les consommateurs font aussi des choix en fonction de leurs goûts, des prix et de l'exposition à la publicité. Certains pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont testé des programmes d'information et de sensibilisation visant à modifier les comportements pour promouvoir des habitudes alimentaires plus saines<sup>22</sup>, mais il faut poursuivre les recherches sur les messages efficaces. Selon l'OMS, les pratiques optimales pour lutter contre les régimes alimentaires malsains<sup>23</sup> comprennent les programmes d'information et de sensibilisation visant à modifier les comportements et l'étiquetage sur la face avant des emballages, l'élimination des acides gras trans dans les aliments industriels, la taxation des boissons sucrées, la réduction de l'apport en sel par une reformulation et la mise à disposition de mets à plus faible teneur en sel dans les institutions publiques.

23. Pour développer la demande d'alimentation saine, il est nécessaire d'adopter des recommandations nationales en matière d'alimentation et de nutrition qui traitent de l'apport insuffisant de certains groupes d'aliments et de la consommation excessive d'autres groupes. À l'heure actuelle, si 91 des 193 États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté de telles recommandations, ce n'est le cas que de 7 des 54 États d'Afrique. Ces recommandations devraient aussi tenir compte de la durabilité alimentaire à long terme à la lumière des changements climatiques. Le tableau de bord de suivi des progrès en matière de nutrition en Afrique

<sup>20</sup> Global Burden of Disease 2015 Obesity Collaborators, « Health effects of overweight and obesity in 195 countries over 25 years ».

<sup>21</sup> Hunt Allcott, Benjamin B. Lockwood et Dmitry Taubinsky, « Should we tax sugar-sweetened beverages? An overview of theory and evidence », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 33, n° 3 (été 2019).

<sup>22</sup> Marie T. Ruel, Agnes R. Quisumbing et Mysbah Balagamwala, « Nutrition-sensitive agriculture: what have we learned so far? », *Global Food Security*, vol. 17 (juin 2018).

<sup>23</sup> OMS, document publié sous la cote WHO/NMH/NVI/17.9.

apporte un mécanisme supplémentaire de gouvernance et de responsabilité ciblant les chefs d'État et les ministres des finances pour les engagements pris en matière de développement agricole et de nutrition.

#### **D. Nutrition et couverture sanitaire universelle**

24. Une bonne nutrition est fondamentale pour réaliser le droit à la santé. Aucun pays ne peut atteindre la couverture sanitaire universelle sans investir dans la nutrition et, réciproquement, une bonne nutrition ne peut être atteinte sans couverture sanitaire universelle. Les régimes alimentaires inadaptés sont le principal facteur de morbidité et de mortalité dans le monde, devant le tabagisme ou l'hypertension<sup>24</sup>. Malgré les progrès continus du développement économique, les taux de malnutrition restent à des niveaux inacceptables. Cela tient notamment au fait que les systèmes de santé n'ont pas toujours tenu compte de la nutrition et que la montée des régimes alimentaires malsains a sapé d'autres progrès en matière de santé. L'intégration d'un ensemble de mesures nutritionnelles à la couverture sanitaire universelle constitue un moyen efficace et peu coûteux d'améliorer la santé tout au long de la vie.

25. Les États ont la possibilité d'accélérer la réalisation du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, des objectifs de développement durable, des objectifs de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et de la couverture sanitaire universelle elle-même en élaborant et en finançant des mesures de nutrition adaptées au niveau national dans le cadre de la couverture sanitaire universelle. Il existe tout un ensemble de mesures à mettre en œuvre dont l'efficacité a été prouvée<sup>25</sup>. De telles interventions sont très efficaces par rapport à leur coût : 1 dollar investi dans la nutrition produit un rendement estimé entre 4 et 35 dollars. Les mesures nutritionnelles offrent des bénéfices particulièrement précieux pour la santé des ménages et des communautés les plus pauvres, pour lesquels les conséquences sanitaires intergénérationnelles peuvent être immenses.

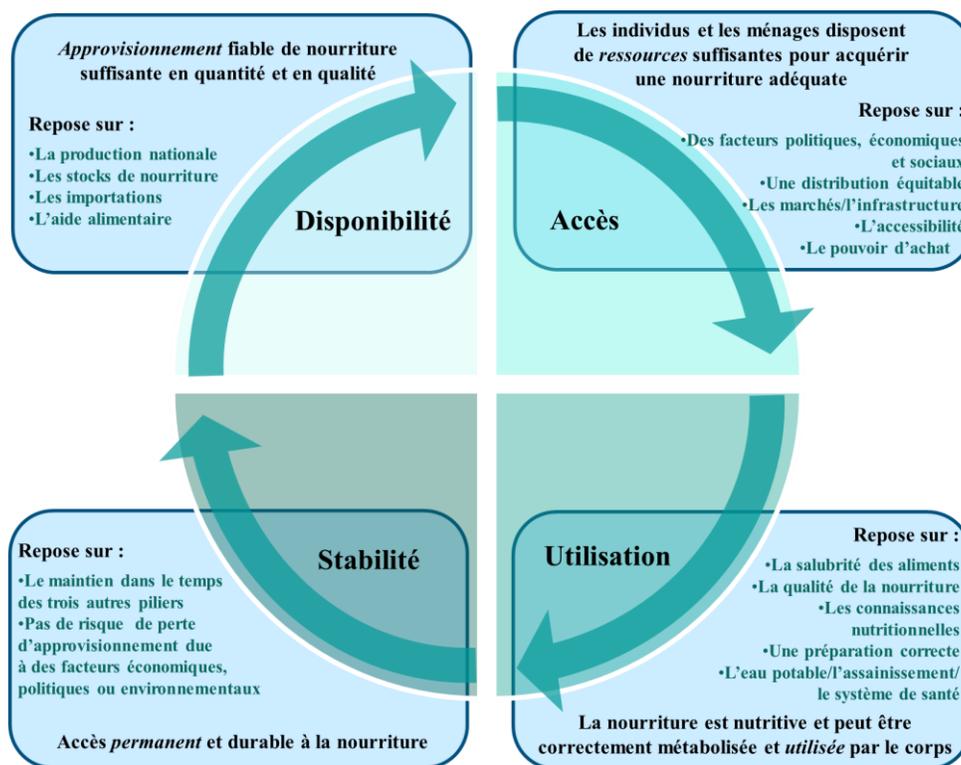
### **III. Sécurité alimentaire et bien-être**

26. Alors que la pauvreté a reculé et que le pourcentage de personnes qui n'ont pas une alimentation adéquate a diminué depuis le début du siècle, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et de sous-alimentation a augmenté, tout comme celui des personnes en surpoids ou obèses. L'insécurité alimentaire se définit comme l'absence d'accès fiable à la nourriture, qui diminue la qualité de l'alimentation, perturbe les habitudes alimentaires normales et coïncide avec des habitudes alimentaires aggravant le risque de surcharge pondérale et d'obésité. Les quatre piliers de la sécurité alimentaire sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité (voir fig. I).

<sup>24</sup> Global Burden of Disease 2017 Diet Collaborators, « Health effects of dietary risks in 195 countries, 1990–2017 ».

<sup>25</sup> Meera Shekar et consorts, *An Investment Framework for Nutrition: Reaching the Global Targets for Stunting, Anemia, Breastfeeding, and Wasting* (Washington, Banque mondiale, 2017).

Figure I  
Piliers de la sécurité alimentaire.



Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

### Disponibilité

27. Alors que la production alimentaire mondiale devrait être suffisante pour tous, la distribution limite la disponibilité et les tendances agricoles actuelles mettent en péril la productivité future. La proportion des terres mondiales utilisées pour l'activité humaine, dont l'agriculture, a considérablement augmenté au cours des 50 dernières années. Actuellement, la production alimentaire occupe 50 % des terres habitables de la planète et représente 70 % de la consommation d'eau douce<sup>26</sup>. La perte correspondante d'écosystèmes naturels a eu des effets négatifs « sans précédent » sur la biodiversité mondiale<sup>27</sup>, détruisant des habitats qui abritaient les parents génétiques sauvages des cultures vivrières actuelles, lesquels sont très importants pour la résilience à long terme de l'agriculture. On estime à 577 milliards de dollars la valeur monétaire des cultures annuelles mondiales actuellement menacées par le seul déclin des pollinisateurs.

28. Alors que la superficie consacrée à l'agriculture a augmenté, la diversité des cultures de plein champ a en fait diminué. Dans de nombreuses régions du monde, les paysages agricoles biodiversifiés ont été remplacés par de vastes zones de monoculture ou sont en passe de l'être. Sur plus de 6 000 espèces végétales cultivées

<sup>26</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial : une planète saine pour des populations en bonne santé* (Nairobi, 2019).

<sup>27</sup> Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, « Nature's dangerous decline "unprecedented"; species extinction rates "accelerating" », communiqué, 2019.

pour la production alimentaire, neuf plantes (canne à sucre, maïs, riz, blé, pommes de terre, soja, fruits du palmier à huile, betterave sucrière et manioc) représentent à elles seules les deux tiers de la production végétale totale et moins de 200 contribuent sensiblement à la production alimentaire au niveau mondial, régional ou national<sup>28</sup>.

29. Il est urgent d'adopter des politiques et d'investir pour définir un ensemble de cultures en vue de la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition et de sécurité alimentaire à long terme. De nombreuses interventions sont en cours pour promouvoir une plus grande biodiversité, améliorer la santé des sols et favoriser l'agriculture durable ; certaines sont en train de changer d'échelle. Les pratiques visant à produire plus avec moins, telles que la culture sans labour, les cultures économes en eau et la lutte antiparasitaire écologique, ont été appliquées avec succès à des cultures telles que le riz, le manioc et d'autres denrées de base, les petits exploitants agricoles étant les principaux moteurs de transformation. L'adoption du semis direct dans la plaine indo-gangétique a constitué un tournant pour les exploitations agricoles, qui maintiennent une couverture permanente du sol afin d'augmenter leurs rendements et de réduire leur consommation de carburant.

30. Pour assurer la distribution mondiale des denrées alimentaires tout en réduisant l'impact environnemental des transports, les États doivent mobiliser à la fois les grandes exploitations agricoles et les petits exploitants. Plus de 80 % des quelque 600 millions d'exploitations agricoles familiales dans le monde (soit plus de 2,5 milliards de personnes) ont une superficie inférieure à 2 hectares et dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, une part importante des aliments consommés par les pauvres est produite localement par les petits exploitants<sup>29</sup>.

31. Les forêts sont une source de nourriture, de remèdes et de combustibles pour plus d'un milliard de personnes et elles font vivre toute une série d'industries. Pourtant, le couvert forestier naturel a diminué d'environ 6 % depuis 1990 ; l'Amazonie brésilienne a perdu à elle seule 22 827 kilomètres carrés de forêt entre 2015 et 2018. Le recul des forêts entraîne une perte de biodiversité, le rejet de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, la perte de moyens de subsistance pour les communautés rurales et la dégradation des terres. Il est possible de renverser ces tendances. Le Burkina Faso a reverdi le Sahel en utilisant l'agroforesterie pour transformer les paysages arides en terres productives. Au Niger, dans les années 1980, les agriculteurs ont mis à l'essai des moyens peu coûteux de faire pousser des arbres et des arbustes qui fournissent de la nourriture, du combustible et du fourrage ; 1,25 million d'arbres ont été plantés chaque année<sup>30</sup>.

32. Près de 3,2 milliards de personnes tirent du poisson 20 % de leur apport quotidien en protéines animales. Pourtant, en 2015, l'Organisation des Nations Unies a estimé que 33 % des stocks halieutiques marins étaient exploités à des niveaux non durables, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1974. La pollution marine par le plastique a été multipliée par 10 depuis 1980 et la capacité des océans à fournir de la nourriture aux générations futures est menacée. Une gestion innovante de la pêche peut en améliorer la durabilité. Le sixième Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial a mis en évidence la politique du Chili en matière d'utilisation des droits territoriaux, qui vise à encourager la pêche durable de l'ormeau en réduisant la

<sup>28</sup> FAO, *État de la biodiversité mondiale pour l'alimentation et l'agriculture* (Rome, 2019)

<sup>29</sup> Fonds international de développement agricole, *Rapport sur le développement rural 2016 : promouvoir la transformation du monde rural* (Rome, 2016).

<sup>30</sup> David J. Spielman et Rajul Pandya-Lorch (éds.), *Millions Fed: Proven Successes in Agricultural Development*, International Food Policy Research Institute (Washington, 2009), p. 55.

surpêche, en encourageant la bonne gestion des stocks et en proposant aux communautés des mécanismes de sanction pour qu'elles rendent des comptes<sup>31</sup>.

33. De nombreux mécanismes d'intervention s'avèrent efficaces pour accroître les disponibilités alimentaires, notamment l'amélioration de l'élevage et de la santé des animaux, l'optimisation de la gestion de l'eau, la bonne gouvernance des terres et la réglementation de l'usage des pesticides et des engrais. Les échanges entre États concernant l'action à mener sont encouragés, ainsi que la recherche sur les pratiques agricoles durables, notamment les stratégies de restauration des sols, d'augmentation de la teneur en nutriments des cultures et de capture du carbone.

34. L'accès est la principale dimension qui fait que la fragilité de l'économie des ménages et les chocs économiques nationaux peuvent conduire à l'insécurité alimentaire. Plus de 96 millions de personnes dans 33 pays ayant souffert d'insécurité alimentaire aiguë en 2018 vivaient dans des endroits où l'économie subissait des chocs économiques. Les prix élevés des denrées alimentaires constituent une menace pour les marchés agricoles et la sécurité alimentaire, en particulier pour les personnes les plus vulnérables sur le plan économique. Malgré la baisse des prix mondiaux des denrées alimentaires au cours de la dernière décennie, un pays sur quatre en Afrique et en Asie occidentale et un pays sur cinq en Asie centrale et méridionale ont connu une hausse des prix des aliments en 2016 et 2017. Les pays en développement sans littoral étaient particulièrement exposés à la hausse des prix des aliments, un tiers environ de ces pays ayant été touché au cours de la même période<sup>32</sup>.

35. L'utilisation saine des aliments suppose d'assurer la salubrité des aliments, d'éviter la contamination des aliments lors de la production, des activités après récolte et du stockage et de limiter le gaspillage alimentaire. Dans le monde, près de 420 000 personnes meurent chaque année à cause d'aliments contaminés, dont 30 % sont des enfants de moins de 5 ans, les taux de mortalité les plus élevés étant enregistrés en Afrique subsaharienne et en Asie<sup>33</sup>. Dans le Cadre d'action figurent cinq recommandations concernant la sécurité sanitaire des aliments et la résistance aux antimicrobiens<sup>34</sup>. Les aflatoxines, un contaminant des céréales, sont à l'origine de 5 à 30 % de tous les cancers du foie dans le monde et sont associées à un retard staturo-pondéral et à une immunodépression<sup>35</sup>. Le contrôle des aflatoxines nécessite de sensibiliser, d'éduquer et de généraliser les bonnes pratiques réglementaires. Au Nigeria, l'introduction d'une préparation destinée à la lutte biologique dénommée Aflasafe™, à base de champignons indigènes, a permis de réduire de 70 à 95 % la contamination du maïs et des arachides par les aflatoxines<sup>36</sup>.

36. L'utilisation généralisée d'antimicrobiens dans l'élevage et l'aquaculture est très préoccupante étant donné la menace mondiale de résistance aux antimicrobiens pour les animaux et les humains. L'utilisation d'antibiotiques dans l'agriculture et l'aquaculture pour favoriser la croissance et prévenir les maladies est de plus en plus associée à des risques pour la santé humaine. Dans son rapport au Secrétaire général d'avril 2019, le Groupe spécial de coordination interinstitutions sur la résistance aux antimicrobiens appelle les États Membres à éliminer progressivement, conformément

<sup>31</sup> James E. Wilen, José Cancino et Hirotsugu Uchida, « The economics of territorial use rights fisheries, or TURFs », *Review of Environmental Economics and Policy*, vol. 6, n° 2 (été 2012).

<sup>32</sup> FAO, Indice FAO des prix des produits alimentaires, accessible à l'adresse : [www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/](http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/).

<sup>33</sup> OMS, *WHO Estimates of the Global Burden of Foodborne Diseases: Foodborne Disease Burden Epidemiology Reference Group 2007–2015* (Genève, 2015).

<sup>34</sup> Voir FAO, document publié sous la cote ICN2 2014/3 Corr.1.

<sup>35</sup> Voir [www.aflatoxinpartnership.org](http://www.aflatoxinpartnership.org).

<sup>36</sup> Ranajit Bandyopadhyay et consorts, « “Ground-truthing” efficacy of biological control for aflatoxin mitigation in farmers' fields in Nigeria: from field trials to commercial usage, a 10-year study », *Frontiers in Microbiology*, vol. 10, n° 2528 (novembre 2019).

aux recommandations des organisations du groupe tripartite (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et OMS) et du Codex Alimentarius, l'utilisation des antimicrobiens à des fins de stimulation de la croissance, en commençant par mettre immédiatement un terme à l'utilisation de telles fins de ceux qui figurent dans la liste OMS des agents antibiotiques d'importance critique en médecine humaine<sup>37</sup>. Les pratiques d'élevage durables peuvent réduire les infections et la dépendance aux antibiotiques ; l'utilisation des antimicrobiens (comme celle des engrais et des pesticides) devrait faire partie des pratiques agricoles contrôlées par l'État ou la société civile. En ce qui concerne l'Afrique, ce contrôle est recommandé dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine.

37. Si de nombreux pays ont mis en place des lois et des pratiques nationales destinées à réduire les dommages causés par les pesticides, les niveaux de protection qu'elles offrent varient considérablement. En l'absence de réglementations uniformes et strictes concernant la production, la vente et les niveaux acceptables d'utilisation des pesticides, les graves effets sanitaires négatifs des pesticides continueront d'affecter les travailleurs agricoles, leurs enfants et les communautés pauvres dans les pays où les systèmes de réglementation sont plus faibles. Dans certains pays à faible revenu, le nombre de tels empoisonnements est supérieur à celui des décès dus aux maladies infectieuses. Les pesticides contenant des produits chimiques industriels et des polluants organiques sont associés à des perturbations endocriniennes, la stérilité, des pertes de grossesse, des accouchements prématurés et des anomalies congénitales<sup>38</sup>. L'exposition précoce aux pesticides peut affecter la qualité du sperme sur plusieurs générations<sup>39</sup>.

38. Enfin, environ 14 % des aliments dans le monde sont perdus avant d'être vendus au détail et une proportion variable de produits hautement périssables (14 à 37 % des produits animaux, 9 à 20 % des fruits et légumes) est gaspillée après la vente au détail<sup>40</sup>. Des villes avant-gardistes ont développé des stratégies alimentaires et des conseils chargés de la politique alimentaire pour coordonner la distribution des aliments et réduire le gaspillage. Il faut davantage d'approches multisectorielles et interministérielles pour à la fois réduire le gaspillage et accroître l'accès à des aliments frais et nutritifs.

39. La stabilité est mise en péril par la diffusion de nouvelles habitudes socioculturelles en matière d'alimentation, par les bouleversements environnementaux et par les changements survenant dans la disponibilité et l'accès à la nourriture. Malgré l'immense variété des systèmes et cultures alimentaires, les cinq dernières décennies ont vu une tendance mondiale à une augmentation de la consommation de viande, de sucre, d'aliments hautement transformés et de graisses saturées dans le régime alimentaire moyen.

40. Les expériences visant à inverser ces tendances restent dispersées, mais de nombreux exemples laissent à penser que la rentabilité des capitaux investis est élevée. Les interventions diététiques axées sur la dyade mère-enfant et celles menées dans les écoles sont particulièrement efficaces. Le secteur public peut utiliser les grandes institutions publiques telles que les écoles ou les hôpitaux pour améliorer la

<sup>37</sup> Voir [www.who.int/foodsafety/areas\\_work/antimicrobial-resistance/cia/en/](http://www.who.int/foodsafety/areas_work/antimicrobial-resistance/cia/en/).

<sup>38</sup> Lesa A. Thompson et Wageh S. Darwish, « Environmental chemical contaminants in food: review of a global problem » *Journal of Toxicology* (2019).

<sup>39</sup> Maryse Lessard et consorts, « Prenatal exposure to environmentally-relevant contaminants perturbs male reproductive parameters across multiple generations that are partially protected by folic acid supplementation », *Scientific Reports*, vol. 9, n° 13829 (2019).

<sup>40</sup> FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2019 : aller plus loin dans la réduction des pertes et gaspillages de denrées alimentaires* (Rome, 2019).

stabilité alimentaire. Au Brésil par exemple, dans le cadre de son initiative Faim Zéro, l'État a eu recours à un programme public d'acquisition pour associer un programme d'alimentation scolaire et un programme incitant les agriculteurs locaux à produire des aliments plus nutritifs ; 30 % de l'alimentation scolaire provient ainsi de petites exploitations agricoles<sup>41</sup>. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a encouragé les interventions centrées sur l'alimentation scolaire locale en Afrique, en intégrant la nutrition comme objectif. La promotion par le secteur privé d'une alimentation plus saine peut améliorer la productivité et la satisfaction professionnelle, par exemple lorsque les entreprises fournissent des repas sur place aux travailleurs.

41. La géographie humaine évolue rapidement, ce qui pose de nouvelles conditions pour la stabilité alimentaire. Alors que plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines, les décisions relatives à la manière de nourrir des populations urbaines de plus en plus nombreuses auront des conséquences majeures sur la sécurité alimentaire. L'agriculture périurbaine devra probablement jouer un rôle plus important dans l'alimentation des populations urbaines si l'on veut réduire simultanément le transport des denrées alimentaires. Pour s'attaquer au problème des régimes alimentaires malsains en milieu urbain, le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, signé par 98 villes du monde entier, vise au développement de systèmes alimentaires durables, inclusifs, résilients, sûrs et diversifiés, qui fournissent des aliments sains et abordables à tous<sup>42</sup>. Parmi les autres mesures prises au niveau des villes, on peut citer les activités de sensibilisation et d'apprentissage à l'école, la promotion de l'agriculture urbaine et le soutien aux marchés agricoles locaux.

42. Conscient de la diversité considérable des systèmes alimentaires des villes et des pays, le Programme alimentaire mondial se sert de l'outil Fill the Nutrient Gap pour évaluer l'état nutritionnel des populations et déceler les obstacles qui empêchent d'avoir un régime alimentaire sain. Il serait judicieux d'utiliser plus largement ces évaluations, dont les résultats permettent de coordonner les politiques multisectorielles afin de garantir un accès stable et fiable à des aliments nutritifs pour tous.

## A. Qui est le plus touché par l'insécurité alimentaire ?

43. Les taux les plus élevés de pauvreté, de faim et de retard de croissance chez les enfants se trouvent dans les pays à faible revenu, tandis qu'en chiffres absolus, les enfants souffrant de la faim et d'un retard de croissance sont les plus nombreux en Asie (149 millions). Les enfants vivant dans la pauvreté sont les plus susceptibles de souffrir de sous-alimentation, de dénutrition et de retard de croissance. Toutefois, les disparités internes en matière de retard de croissance varient considérablement d'un pays à l'autre : au Pérou, les enfants les plus pauvres y sont 11 fois plus sujets que les enfants les plus riches, alors que l'écart est plutôt d'un à cinq dans l'État plurinational de Bolivie, au Gabon, au Honduras et en Jordanie<sup>43</sup>.

44. Sur tous les continents, la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée chez les femmes. En tant que principales dispensatrices de soins, les femmes jouent un rôle crucial dans l'alimentation des enfants, mais elles sont confrontées à la violence de genre et aux pratiques néfastes, à la discrimination au sein du ménage,

<sup>41</sup> Emilie Sidaner, Daniel Balaban and Luciene Burlandy, « The Brazilian school feeding programme: an example of an integrated programme in support of food and nutrition security », *Public Health Nutrition*, vol. 16, n° 6 (juin 2013).

<sup>42</sup> Voir [www.milanurbanfoodpolicypact.org](http://www.milanurbanfoodpolicypact.org).

<sup>43</sup> Marie Rumsby et Katherine Richards, *Unequal Portions: Ending Malnutrition for Every Last Child* (Londres, Save the Children, 2016). **Error! Hyperlink reference not valid.**

aux restrictions de leurs possibilités d'éducation et d'emploi et aux lois sexistes qui limitent leur accès à la propriété foncière et au financement. Les femmes sont représentées de manière disproportionnée parmi les populations sans terre en butte à l'insécurité alimentaire.

45. Les groupes socialement exclus et marginalisés sont plus exposés au risque de malnutrition. Dans le monde, près de 370 millions d'autochtones vivent dans des conditions environnementales et socioéconomiques difficiles. En 2013, le taux de retard de croissance parmi les groupes autochtones du Brésil était deux à cinq fois plus élevé que celui des autres groupes<sup>44</sup>. Le taux de retard de croissance des enfants des groupes ethniques les plus défavorisés des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire est en moyenne 2,8 fois supérieur à celui des enfants plus favorisés et leur taux d'émaciation est six fois supérieur<sup>45</sup>. Le handicap peut être à la fois une cause et une conséquence de la malnutrition ; la stigmatisation liée au handicap peut avoir pour conséquence que les nouveau-nés ne sont pas allaités ou que les enfants reçoivent des aliments moins nutritifs ou des portions plus petites.

46. Le Brésil s'est attaqué à la marginalisation et à l'insécurité alimentaire en intégrant l'objectif d'éradication de la faim au programme Fome Zero et à son programme phare de transferts monétaires assortis de conditions, la Bolsa Família, qui a réduit l'extrême pauvreté de 25 % depuis 2004. Bien qu'un nombre croissant d'études aient souligné le rôle positif des programmes de transferts monétaires pour l'accès à la nourriture et aux soins de santé, leurs résultats en ce qui concerne la nutrition et la bonne croissance des enfants sont mitigés<sup>46</sup>.

47. L'éloignement géographique détermine également si une famille ou une personne a accès aux services essentiels en matière d'alimentation, de soins de santé et de nutrition. Les taux de retard de croissance parmi les populations urbaines les plus pauvres peuvent être aussi élevés, voire plus élevés, que ceux des enfants pauvres des zones rurales, mais les deux tiers des enfants souffrant d'un retard de croissance dans le monde vivent dans des zones rurales<sup>47</sup>. Ainsi, les enfants vivant dans les zones rurales du Burundi, du Honduras et du Mali ont deux fois plus de risques de souffrir d'un retard de croissance que ceux des zones urbaines<sup>48</sup>.

48. Dans les villes, les inégalités en matière de sécurité alimentaire sont très importantes. L'exode rural crée des zones où se concentrent des populations urbaines extrêmement pauvres, dont plus de 800 millions de personnes qui vivent dans des bidonvilles et sont particulièrement vulnérables aux crises financières et aux hausses des prix alimentaires. Pour les personnes des zones rurales isolées, dotées d'infrastructures médiocres, l'accès physique à une diversité alimentaire saine peut également être limité, situation aggravée par les variations climatiques et saisonnières qui menacent la sécurité alimentaire.

49. Le basculement des modes de consommation vers des aliments riches en sucre, en sel et en graisses se produit le plus rapidement dans les zones urbaines des pays à

<sup>44</sup> Bernardo Horta et consorts, « Nutritional status of indigenous children: findings from the First National Survey of Indigenous People's Health and Nutrition in Brazil », *International Journal of Equity in Health*, vol. 12 (2013).

<sup>45</sup> Rumsby et Richards, *Unequal Portions*.

<sup>46</sup> Richard de Groot et consorts, « Cash transfers and child nutrition: pathways and impacts », *Development Policy Review*, vol. 35, n°5 (septembre 2017).

<sup>47</sup> Marie Ruel, James Garrett et Sivan Yosef, « Food security and nutrition: growing cities, new challenges », in International Food Policy Research Institute, *2017 Global Food Policy Report* (Washington, 2017).

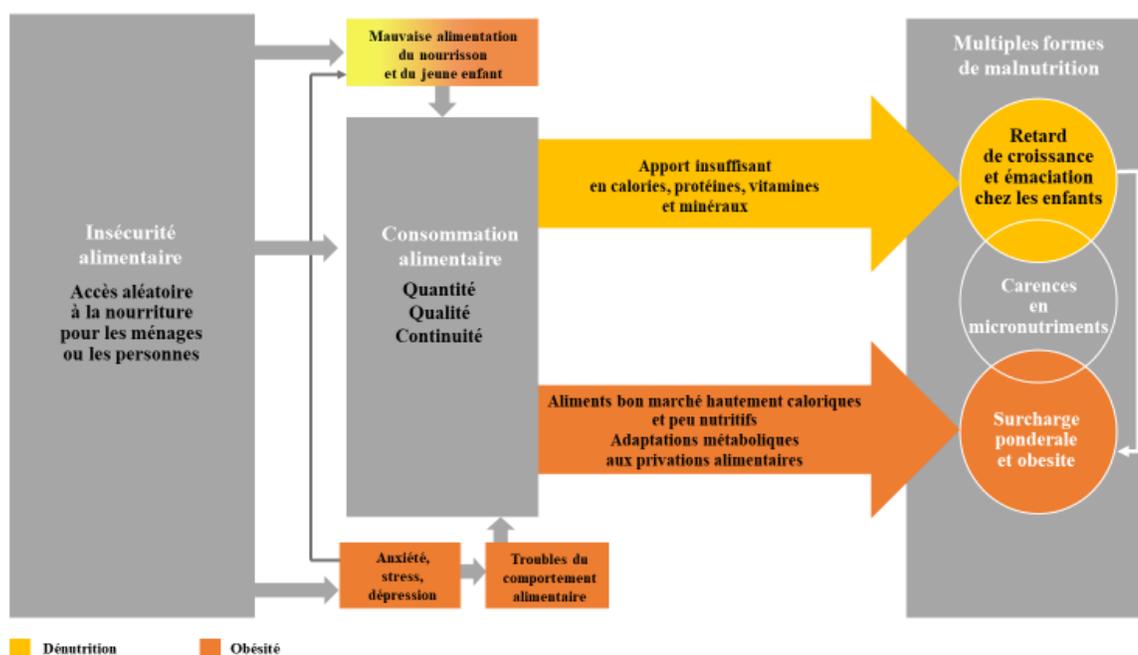
<sup>48</sup> UNICEF, OMS et Banque mondiale, Joint Child Malnutrition Estimates 2019 Edition database. Disponible à l'adresse : [www.who.int/nutgrowthdb/jme-2019-key-findings.pdf?ua=1](http://www.who.int/nutgrowthdb/jme-2019-key-findings.pdf?ua=1).

faible revenu et à revenu intermédiaire<sup>49</sup>. Il est difficile pour les citoyens pauvres d'avoir accès à des aliments frais, nutritifs et variés pour un coût abordable et beaucoup d'entre eux vivent soit dans des « déserts alimentaires » où ils n'ont pas ou peu accès à la nourriture, soit dans des « marécages alimentaires » où abondent les aliments transformés, riches en calories et pauvres en nutriments.

50. Les personnes en butte à l'insécurité alimentaire passent d'aliments riches en nutriments à des aliments plus énergétiques, mais pauvres en nutriments. Le caractère plus abordable des aliments hautement transformés, à forte densité énergétique et à faible teneur en nutriments fait le lien entre l'insécurité alimentaire et l'obésité, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, où ces aliments sont largement disponibles, moins chers que les aliments nutritifs<sup>50</sup> et font l'objet de pratiques de commercialisation agressives (voir fig. II).

Figure II

**Processus menant de l'accès à des aliments inadéquats à de nombreuses formes de malnutrition**



Source : FAO, Fonds international de développement agricole, UNICEF, PAM et OMS. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition* (2018).

51. Les conflits et l'insécurité, les chocs climatiques et les turbulences économiques sont des facteurs courants d'insécurité alimentaire qui exacerbent les risques nutritionnels et entraînent souvent une augmentation de la malnutrition aiguë dans les situations d'urgence. Les femmes souffrent plus souvent de la faim que les hommes en temps de crise, même si elles sont enceintes ou allaitent. La prévalence des retards de croissance augmente lors des crises humanitaires prolongées tandis que les taux de

<sup>49</sup> Ruel, Garrett et Yosef, « Food security and nutrition ».

<sup>50</sup> Vasanti S. Malik et consorts, « Sugar-sweetened beverages, obesity, type 2 diabetes mellitus, and cardiovascular disease risk » *Circulation*, vol. 121, n°11 (mars 2010).

dénutrition restent généralement élevés<sup>51</sup>, ce qui montre la nécessité de trouver des solutions pour lutter à la fois contre la malnutrition aiguë et chronique.

52. L'insécurité alimentaire a également une incidence sur la mobilité et la migration des personnes<sup>51</sup>. Ce sont les pays théâtres de conflits armés où l'insécurité alimentaire est la plus forte qui connaissent la migration de réfugiés la plus importante et l'insécurité alimentaire elle-même augmente le risque et aggrave l'intensité des conflits armés.

53. Pour lutter contre la malnutrition, il faut adopter une approche globale, prévenir la dégradation de la nutrition en période de crise et conserver les gains liés à la nutrition à plus long terme. Les stratégies de transferts monétaires assortis de conditions semblent prometteuses pour accroître l'accès des personnes vulnérables à des aliments nutritifs, à condition de garantir que les fonds soient bien utilisés à cet effet. Au Bangladesh, la distribution de bons dématérialisés, combinée à l'éducation nutritionnelle, constitue une intervention doublement efficace pour promouvoir une alimentation saine<sup>52</sup>.

## **B. Systèmes alimentaires, jeunesse et évolutions démographiques**

54. Dans de nombreuses régions du monde, on constate un vieillissement de la main-d'œuvre agricole. L'âge moyen des agriculteurs dans le monde est aujourd'hui d'environ 60 ans, mais les pays qui comptent la plus forte proportion de jeunes sont aussi ceux qui dépendent fortement de l'agriculture. La transformation de l'économie rurale va influencer à la fois sur l'ampleur et sur la typologie des possibilités offertes aux jeunes, aux femmes et aux autres personnes confrontées au sous-emploi. Les jeunes, en particulier les jeunes femmes, ont du mal à trouver leur place dans l'agriculture moderne du fait des contraintes d'accès à la terre, au financement, aux marchés et au mentorat. De nombreux programmes locaux et nationaux leur proposent donc d'adhérer à des réseaux de jeunes agriculteurs et de bénéficier d'initiatives d'entrepreneuriat agricole et de dispositifs de subventions, de crédits, de mentorat et d'échange de connaissances entre les agriculteurs de tous âges.

55. La rareté des terres agricoles et les inégalités foncières augmentant avec la croissance de la population rurale, en particulier en Afrique subsaharienne, les paysans sont pris dans l'engrenage de la pauvreté sur des terres dégradées. Il existe une corrélation entre croissance démographique et réduction de la taille de la plupart des petites exploitations agricoles ; il est possible de limiter l'accroissement de la population en élargissant l'accès à la planification familiale, en favorisant l'éducation des femmes et des filles et en luttant contre la mortalité infantile et juvénile.

56. Les jeunes femmes affrontent des difficultés particulières. L'insécurité alimentaire et la pauvreté peuvent conduire les familles à recourir au mariage des enfants, au mariage précoce ou au mariage forcé pour alléger la pression financière, réduire le nombre de bouches à nourrir et assurer l'avenir de leur fille. Dans les pays qui le pratiquent, les chocs économiques sont souvent accompagnés d'une incidence croissante de ce type de mariage. Les filles qui sont mariées jeunes, de même que leurs enfants, ont des taux de malnutrition supérieurs, un niveau d'éducation plus faible et un accès plus limité à l'apprentissage et aux ressources agricoles. Les programmes agricoles peuvent cibler ces personnes pour garantir qu'elles bénéficient des possibilités d'apprentissage agricole ; quant aux États, ils peuvent lutter

<sup>51</sup> Programme alimentaire mondial, *Aux racines de l'exode : sécurité alimentaire, conflits et migration internationale* (2017).

<sup>52</sup> FAO et consorts, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019*.

énergiquement contre les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés.

57. Selon une étude sur l'emploi des jeunes dans l'industrie agroalimentaire, le développement des investissements dans le secteur agricole de l'Afrique subsaharienne sera essentiel pour créer des emplois mieux rémunérés – à la fois dans les exploitations agricoles et en dehors de celles-ci – pour l'importante population de jeunes ruraux qui arriveront sur le marché du travail au cours de la prochaine décennie<sup>53</sup>. En Tanzanie, la FAO et les autorités locales, soucieuses de durabilité, ont mis en place une formation à l'agriculture biologique destinée aux jeunes. Ceux-ci sont ensuite retournés dans leurs communautés, ont formé leurs pairs, fait connaître l'agriculture biologique et trouvé des débouchés locaux pour leurs produits, notamment grâce à l'essor de l'industrie hôtelière.

58. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la production et la vente de denrées alimentaires, la gestion des ressources naturelles et la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages. En Asie du Sud, l'agriculture emploie 60 % de la population active féminine totale<sup>54</sup>. Cependant, beaucoup d'entre elles ne travaillent pas sur leurs propres terres, mais sont employées comme salariées agricoles, touchant des revenus aléatoires, subissant un harcèlement sexuel omniprésent dans des conditions de travail difficiles. Le secteur agricole peut être le lieu d'inégalités de genre extrêmes, car si les femmes sont à l'origine d'une grande partie de la production des petites exploitations, elles ont beaucoup moins de chances que les hommes d'avoir des droits sur les terres et les ressources en eau.

59. Le manque de données contribue à un ciblage inapproprié et superficiel des femmes dans les projets agricoles, qui peuvent prendre les femmes en compte sans leur donner les moyens d'accéder à l'autonomie<sup>55</sup>. En dernière analyse, il est essentiel que les femmes soient propriétaires du foncier pour qu'elles puissent défendre leurs droits, innover pour une productivité durable et investir d'une manière profitable aux enfants et aux familles.

#### IV. Durabilité et adaptation aux changements climatiques

60. Les changements progressifs du système alimentaire mondial au cours des 50 dernières années ont certes augmenté la productivité, mais au prix d'une aggravation de la dégradation des terres, qui touche aujourd'hui directement 1,3 à 3,2 milliards de personnes, principalement dans les pays en développement. Les pratiques non durables de gestion des terres ont augmenté la consommation d'eau douce et aggravé la perte de biodiversité et la pollution, en particulier dans les systèmes agricoles qui font un usage intensif ou mal géré des pesticides et engrais chimiques et des antibiotiques. La perte d'habitat nuit aux pollinisateurs (alors que plus de 80 % des cultures dépendent de leurs services) et la dégradation des terres diminue le rendement des cultures et la densité nutritionnelle des aliments.

61. Des mesures incitatives dans le système alimentaire national ou mondial peuvent faire évoluer à la fois la nature des productions et la façon dont elles circulent dans les chaînes de valeur. Cependant, le rapport entre les dépenses publiques consacrées à l'agriculture et la contribution de ce secteur à l'économie a diminué

<sup>53</sup> Andrea Allen et consorts, *Agri-food Youth Employment and Engagement Study* (Michigan State University, 2016).

<sup>54</sup> Organisation internationale du Travail, base de données ILOSTAT (2016), disponible à l'adresse : <https://ilostat.ilo.org/>.

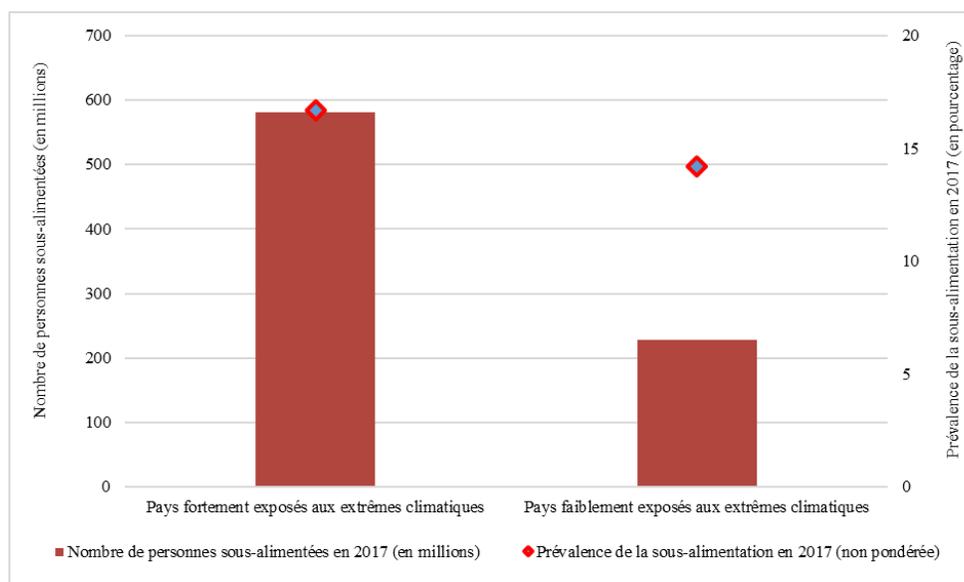
<sup>55</sup> Voir Agnes R. Quisumbing et Ruth Suseela Meinzen-Dick, éd., *Empowering Women to Achieve Food Security* (International Food and Policy Research Institute, 2001).

entre 2001 et 2017. Au niveau mondial, l'indice d'orientation agricole – soit la part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture divisée par la part du PIB provenant de l'agriculture – est passé de 0,42 en 2001 à 0,26 en 2017<sup>56</sup>.

62. La relation entre les changements climatiques et le système alimentaire est complexe. Celui-ci est le principal facteur direct et indirect du changement climatique, puisqu'il contribue à 21 à 37 % des émissions de gaz à effet de serre (GES). En termes relatifs, les aliments d'origine animale sont la première source d'émissions de GES et représentent 37 à 66 % des émissions totales du système alimentaire, la production bovine étant le principal contributeur<sup>57</sup>.

63. Toutefois, les chocs climatiques sont un déterminant émergent et important de l'insécurité alimentaire (voir fig. III). En 2017, près de 124 millions de personnes dans 51 pays et territoires ont dû faire face à des niveaux « critiques » d'insécurité alimentaire aiguë et plus des trois quarts d'entre eux ont également été touchés par des chocs liés aux changements climatiques<sup>57</sup>.

Figure III  
**Prévalence de la sous-alimentation et nombre de personnes sous-alimentées dans les pays exposés à des extrêmes climatiques**



Source : FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition.*

64. Il faudra profondément transformer les systèmes alimentaires et agricoles pour que l'humanité adopte des régimes alimentaires sains composés d'aliments cultivés de manière durable et résiliente aux changements climatiques. Des changements sont nécessaires à la fois dans la production alimentaire, l'environnement alimentaire et le comportement des consommateurs.

<sup>56</sup> Voir *Rapport sur les objectifs de développement durable 2019* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.19.I.6)

<sup>57</sup> Cheikh Mbow et Cynthia Rosenzweig, « Food security », in Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Climate Change and Land: an IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems* (Genève, 2019).

65. Les changements climatiques auront une incidence sur la propagation des ravageurs et des maladies affectant la qualité des aliments ; par ailleurs, la hausse des températures et la pénurie d'eau pourraient limiter les possibilités de recours à une irrigation accrue pour contrer les risques climatiques pesant sur les rendements des cultures. Il sera nécessaire d'adapter les pratiques de production afin de réduire la dégradation des sols et l'utilisation de l'eau tout en améliorant la qualité des régimes alimentaires pour une meilleure nutrition et une meilleure santé. Parmi les initiatives prometteuses, on peut citer les programmes de diversification végétale ciblant les petits agriculteurs et visant à améliorer la santé des sols, le rendement des cultures et la densité des nutriments, ou encore l'agriculture de conservation et les pratiques de non-labourage destinées à optimiser la production des cultures, à retenir la matière organique et les nutriments dans le sol et à mieux stocker le carbone<sup>58</sup>. Si les agriculteurs reçoivent des incitations et sont conscients des bénéfices à long terme de ces manières de faire, beaucoup adoptent les nouveaux procédés et les techniques de l'agriculture de conservation, même si les rendements attendus à court terme sont plus faibles que ceux des méthodes de culture conventionnelles.

66. Les faits suggèrent que l'occupation des terres par de petits exploitants agricoles peut accroître les investissements dans la durabilité. Lorsque les droits fonciers ont été garantis au Rwanda, les investissements dans la protection des sols ont augmenté<sup>59</sup>. En Afrique, où 90 % des terres sont occupées de manière informelle, la Banque mondiale a défini des mesures de grande ampleur fondées sur des expériences pilotes qui pourraient permettre d'améliorer les régimes fonciers moyennant 4,5 milliards de dollars<sup>60</sup>. Les transferts monétaires assortis de conditions sont une solution intéressante pour promouvoir l'adoption de pratiques plus durables ; en Ouganda, elle a permis de réduire la perte de couverture forestière<sup>61</sup>. Dans l'idéal, les effets positifs de ces programmes perdurent après la fin des versements, car les nouvelles pratiques entrent dans les mœurs. Ainsi, en Colombie, les agriculteurs ayant bénéficié pendant quatre ans d'incitations à adopter des pratiques pastorales plus durables ont conservé ces pratiques bien après la fin des transferts monétaires<sup>62</sup>.

67. Les récentes avancées en matière de bioenrichissement montrent qu'il est possible de produire des aliments plus denses en nutriments afin de contrebalancer les réductions de la teneur en nutriments des aliments que la dégradation des sols risque d'entraîner. Non seulement la culture de maïs et de manioc à haute teneur en vitamine A, de haricots à haute teneur en fer et de millet enrichi en zinc n'entraîne pas de réduction de la productivité, mais dans certains cas, elle l'améliore et augmente la résistance aux maladies. Des variétés bioenrichies sont en cours d'introduction au Nigéria, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Zambie, entre autres.

<sup>58</sup> Antonella Vastola et consorts, « A comparative multidimensional evaluation of conservation agriculture systems: a case study from a Mediterranean area of Southern Italy », *Land Use Policy*, vol. 68 (novembre 2017).

<sup>59</sup> Daniel Ayalew Ali et consorts, « Environmental and gender impacts of land tenure regularization in Africa: pilot evidence from Rwanda », *Journal of Development Economics*, vol. 110 (septembre 2014).

<sup>60</sup> Voir Frank F. K. Byamugisha, *Securing Africa's Land for Shared Prosperity: A Program to Scale Up Reforms and Investments*, Africa Development Forum Series (Washington, Banque mondiale, 2013).

<sup>61</sup> Seema Jayachandran et consorts, « Cash for carbon: a randomized trial of payments for ecosystem services to reduce deforestation », *Science*, vol. 357, n°6348 (juillet 2017).

<sup>62</sup> Stefano Pagiola, Jordi Honey Rosés et Jaume Freire González, « Evaluation of the permanence of land use change induced by payments for environmental services in Quindío, Colombia », *Plos One*, vol. 11, n°3 (mars 2016).

68. La Commission EAT-Lancet sur l'alimentation, la planète et la santé a récemment lancé un débat important sur ce que devrait être un régime alimentaire sain qui s'inscrit dans les limites de ce que la planète peut supporter. L'adoption d'habitudes alimentaires privilégiant les aliments d'origine végétale, tels que les céréales secondaires, les légumineuses, les fruits et légumes, les noix et les graines, et limitant les aliments d'origine animale peut réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la santé publique<sup>63</sup>. Alors que la consommation mondiale de viande et d'autres aliments d'origine animale épuise les ressources naturelles, dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, les aliments dérivés du bétail restent essentiels pour répondre aux besoins en nutriments de bon nombre de femmes enceintes ou allaitantes, de nourrissons et de jeunes enfants.

69. Les systèmes alimentaires locaux sont essentiels à la durabilité environnementale. La réduction des émissions dues aux transports constitue un défi, car la demande de transport de marchandises dans le monde entier est en augmentation. Les comparaisons entre systèmes alimentaires territorialisés (dans lesquels les besoins des villes en matière d'alimentation humaine et animale sont comblés par une production aussi locale que possible) et systèmes alimentaires mondialisés (dans lesquels les besoins sont satisfaits de manière aléatoire par des produits venus du monde entier) permet de conclure que la régionalisation des systèmes alimentaires permettrait de réduire de moitié le niveau actuel des émissions dues au transport des denrées alimentaires, tandis que la généralisation des systèmes alimentaires mondialisés augmenterait les émissions d'un facteur quatre<sup>64</sup>.

70. La réduction du gaspillage alimentaire réduit les émissions de gaz à effet de serre et limite la dégradation de l'environnement en diminuant la superficie des terres nécessaires à la production alimentaire. Les pertes et gaspillage de nourriture ont contribué à environ 10 % du total des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique au cours de la période 2010-2016<sup>65</sup>. L'amélioration des procédés et l'adoption de meilleures pratiques agricoles peuvent permettre de minimiser le gaspillage en augmentant la productivité des produits agricoles de plus grande valeur<sup>66</sup> et en améliorant les infrastructures de stockage et de distribution, de manière à réduire les pertes après récolte.

71. Enfin, les récentes recommandations pour la sécurité alimentaire à l'heure des changements climatiques soulignent la nécessité pour les États et les acteurs du développement d'apporter une réponse plus globale à la question de la santé à long terme de l'agriculture, compte tenu des changements climatiques. Des partenariats multisectoriels peuvent faciliter la cohérence de la planification et des choix politiques. Si de nouvelles recherches et innovations sont nécessaires pour adapter les pratiques agricoles aux changements climatiques, les États disposent d'ores et déjà d'une large panoplie d'interventions qu'ils peuvent examiner, adopter et tester à l'échelle.

---

<sup>63</sup> Walter Willett et consorts, « Food in the Anthropocene: the EAT-Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems », *The Lancet*, vol. 393, n°10170 (février 2019).

<sup>64</sup> Steffen Kriewald et consorts, « Hungry cities: how local food self-sufficiency relates to climate change, diets, and urbanization », *Environmental Research Letters*, vol. 14, n°9 (septembre 2019).

<sup>65</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Climate Change and Land*.

<sup>66</sup> Christopher Barrett et consorts, « Smallholder participation in contract farming: comparative evidence from five countries », *World Development*, vol. 40, n°4 (2012), p. 715 à 730.

## V. Recommandations

72. Les États Membres sont invités à reconnaître qu'à six ans de la fin de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, il faut accélérer le rythme pour réaliser les objectifs mondiaux d'éradication de la faim et de prévention de la malnutrition sous toutes ses formes, et les gouvernements devraient tirer parti de la vaste panoplie d'interventions nutritionnelles éprouvées et efficaces par rapport à leur coût.

73. Les gouvernements et les partenaires de développement sont encouragés à prendre les engagements nécessaires pour assurer un soutien nutritionnel généralisé à toutes les femmes enceintes, aux dyades mères-enfants et aux écoliers des populations en situation d'insécurité alimentaire, et à adopter des politiques de promotion et de soutien de l'allaitement.

74. Les gouvernements sont encouragés à reconnaître les besoins nutritionnels particuliers des jeunes femmes enceintes et à prendre des mesures pour briser le cycle de la pauvreté, qui se perpétue de génération en génération, en mettant fin au mariage des enfants, en décourageant les grossesses précoces et en veillant à ce que toutes les jeunes femmes aient la possibilité d'attendre d'être adultes pour fonder une famille.

75. Les gouvernements et les partenaires de développement sont encouragés à intégrer la nutrition dans les systèmes nationaux de soins de santé et à améliorer la formation en nutrition des travailleurs sanitaires.

76. Les États Membres sont encouragés à s'attaquer d'urgence à l'essor de l'alimentation malsaine et à l'épidémie de surcharge pondérale et d'obésité qui l'accompagne, ainsi qu'à générer et partager des connaissances sur l'effet des différentes interventions, y compris la communication visant à faire évoluer les comportements, les mesures fiscales et réglementaires, l'approvisionnement public en aliments nutritifs, l'amélioration des programmes publics de distribution de nourriture et les restrictions concernant les pratiques de commercialisation des aliments et boissons non alcoolisées ciblant les enfants, entre autres.

77. Les États Membres sont encouragés à appuyer la protection sociale et les programmes humanitaires visant à assurer la sécurité alimentaire des populations très vulnérables, y compris celles qui subissent des crises humanitaires, des chocs climatiques ou économiques.

78. Les États Membres sont invités à transformer les systèmes alimentaires en adoptant des pratiques agricoles durables et intelligentes sur le plan climatique qui favorisent à la fois la biodiversité, l'agriculture durable et la densité nutritionnelle des aliments. Dans la mesure du possible, les programmes d'intervention nutritionnelle devraient promouvoir une production alimentaire locale et durable.

79. Les États Membres sont encouragés à s'employer à élaborer un traité global et contraignant visant à réglementer l'utilisation des pesticides dangereux partout dans le monde et à éliminer progressivement l'utilisation des antimicrobiens en élevage à des fins de stimulation de la croissance, conformément aux recommandations des organisations du groupe tripartite (FAO, OIE et OMS) et du Codex Alimentarius.

80. Sans investissements dans la recherche, il n'est pas possible de monter un dossier d'investissement au niveau mondial permettant de procéder à la transformation des systèmes alimentaires nécessaire pour une agriculture

**durable, préalable à la réalisation de la sécurité alimentaire universelle. Les États Membres sont encouragés à privilégier les domaines clefs de la recherche sur l'amélioration de la nutrition et de l'agriculture durable dans une optique de systèmes alimentaires, à appuyer ces recherches et à en partager les résultats, à améliorer la surveillance et l'évaluation des essais nationaux et des pratiques innovantes, et à développer le secteur du savoir mondial sur les stratégies modulables visant à assurer la nutrition et la sécurité alimentaire pour tous.**

---